



La crise rohingya

FICHE-INFO ECHO

Faits & chiffres

Aide humanitaire de
l'UE* :

Myanmar/ Birmanie
2010-2017 :
Plus de € 76,5 millions

Bangladesh
2007-2017 :
Près de € 35 millions

**Fonds supplémentaires
alloués en
septembre 2017** au
Myanmar et au
Bangladesh : € 3 millions

Thaïlande et Indonésie
Depuis 2013 :
Plus d'€ 1,1 million

Financement total
Plus de € 115 millions

* Ces chiffres représentent
uniquement l'aide fournie par
la Commission européenne et
n'incluent pas les
contributions individuelles
des États membres de l'UE.

Pour de plus amples
informations, veuillez
contacter le bureau régional
d'ECHO à Bangkok
Tél. : (+66 2) 305 26000

Pierre Prakash, agent
régional de l'information –
email :
pierre.prakash@echofield.eu

Site internet :
<http://ec.europa.eu/echo>



* Toutes les dernières
fiches-info ECHO :
bit.ly/echo-fi



Plus de quatre ans après les violences interethniques qui ont éclaté dans l'État de Rakhine au Myanmar/Birmanie en 2012, plus de 120 000 personnes demeurent déplacées. La vaste majorité d'entre elles sont rohingyas et logent dans des camps. © UE/ECHO/Pierre Prakash

En bref

- La crise des Rohingyas est une crise des droits de l'Homme aux conséquences humanitaires graves. Au Myanmar/Birmanie, les Rohingyas disposent d'un accès très limité aux services de base et à des opportunités de subsistance viables, en raison des restrictions de circulation qui leur sont imposées et du déni de leur citoyenneté. Cette situation a fait d'eux le peuple apatride le plus vaste au monde.
- Le **gouvernement** doit prioriser **le dialogue, la médiation et la résolution des conflits dans un effort intercommunautaire**, dans l'État de Rakhine où les tensions entre groupes ethniques sont répandues et la ségrégation communautaire, institutionnalisée.
- Alors que les organisations internationales contribuent à répondre aux **besoins humanitaires urgents**, il est crucial que gouvernement d'Union (national) et gouvernement de l'État de Rakhine (régional) répondent, l'un comme l'autre, aux besoins fondamentaux des populations affectées, tout en promouvant des solutions durables, en ligne avec les normes internationales, et qu'ils incitent au développement durable et inclusif de toutes les communautés.
- **Un accès sécurisé et sans entrave** aux populations dans le besoin doit être accordé aux organisations humanitaires internationales, non seulement au Myanmar/Birmanie, mais dans tous les pays d'Asie où les Rohingyas cherchent asile et protection.
- La crise a une **réelle dimension régionale**, avec quantité de Rohingyas fuyant vers les pays voisins. Après les violents incidents survenus dans le nord du Rakhine en octobre 2016 et août 2017, plus de 400 000 Rohingyas ont fui, passant la frontière avec le Bangladesh. Précédemment, entre 2014 et 2015, quelque 94 000 personnes avaient déjà fui dans l'illégalité, à bord d'embarcations précaires, finissant souvent entre les mains de trafiquants et de l'esclavage moderne.

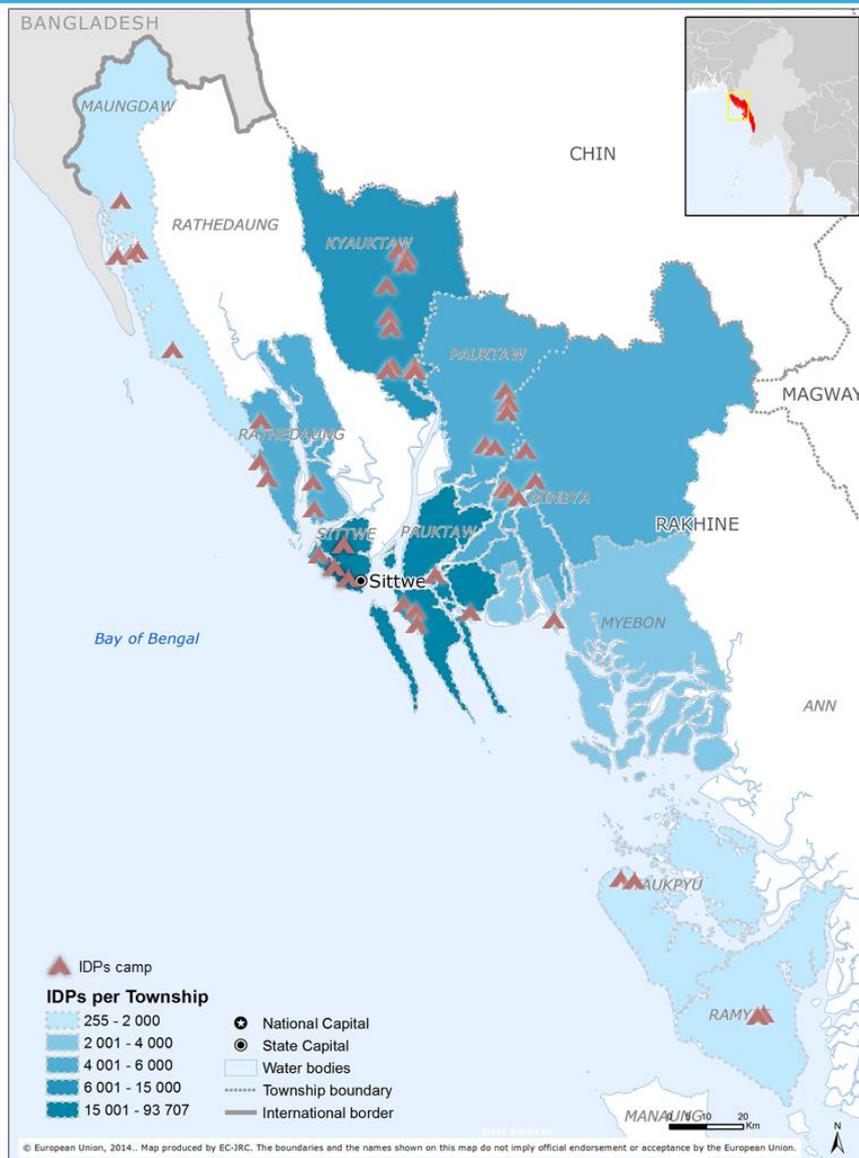
Situation et besoins humanitaires

L'État de Rakhine, dans l'ouest du Myanmar/Birmanie,

accueille au moins 800 000 musulmans, la plupart d'entre eux s'auto-déclarant Rohingyas. Depuis des décennies, ce peuple est victime de discriminations légales et sociales et bien qu'il entretienne des relations économiques historiques avec la communauté bouddhiste du Rakhine, il demeure entre ces deux communautés des tensions de longue date. La loi de 1982 sur la citoyenneté a retiré aux Rohingyas leur statut de citoyen ainsi que leur droit à l'autodétermination. Il leur a été officiellement interdit de voter lors des dernières élections générales de novembre 2015 et ils n'ont eu droit à aucune représentation politique. Les Rohingyas doivent aussi se plier à de nombreuses restrictions au quotidien : ils ne peuvent ni voyager sans autorisation, ni travailler en dehors de leurs villages, ni même se marier sans autorisation préalable des autorités, et étant donné les restrictions de circulation qui leur sont imposées, ils manquent d'opportunités de subsistance, de soins de santé et d'éducation. En conséquence de la limite du nombre d'enfants autorisés pour les couples rohingyas, des milliers d'enfants se retrouvent sans certificat de naissance car ils n'ont pas été déclarés, ce qui restreint encore davantage leur accès aux services de base et leurs chances d'avoir une vie décente.

Déplacement des communautés rohingyas dans l'État de Rakhine au Myanmar/Birmanie

Rohingyas - Myanmar



En 2012, les violences intercommunautaires dans le Rakhine ont entraîné le déplacement de 140 000 personnes, des Rohingyas pour la plupart. Tandis que les autorités ont enclenché un processus de retour limité, plus de 120 000 personnes demeurent encore déplacées, plus de cinq ans après les faits, vivant dans des camps sordides et surpeuplés, et ne disposant que d'un accès limité aux soins de santé, à l'éducation et aux opportunités de subsistance. Quant à ceux qui sont rentrés, les restrictions de circulation qui leur sont imposées ont pour conséquence qu'ils continuent de dépendre de l'aide. Les tensions et la méfiance entre les deux communautés perdurent inlassablement.

Certains groupes du Rakhine ont, à tort, l'impression que l'aide humanitaire, pourtant strictement allouée sur base des besoins, est répartie de façon inégale et profite uniquement aux Rohingyas. En mars 2014, ces ressentiments se sont traduits en des attaques organisées contre des bureaux,



* Toutes les dernières fiches-info
ECHO : bit.ly/echo-fi

résidences et entrepôts de la communauté internationale, résultant en plusieurs millions d'euros de perte. En 2015, les interventions menées en réponse aux conséquences des inondations et du cyclone, soutenant les populations affectées de chaque communauté, ont réussi à démentir quelque peu cette perception. Mais cette dernière demeure l'opinion dominante, en raison, en partie, des opportunités limitées de développement qui existent dans l'État de Rakhine. L'accès aux camps de PDI autour de Sittwe demeure extrêmement réglementé, ce qui empêche l'organisation de livraisons d'aide adaptées et opportunes.

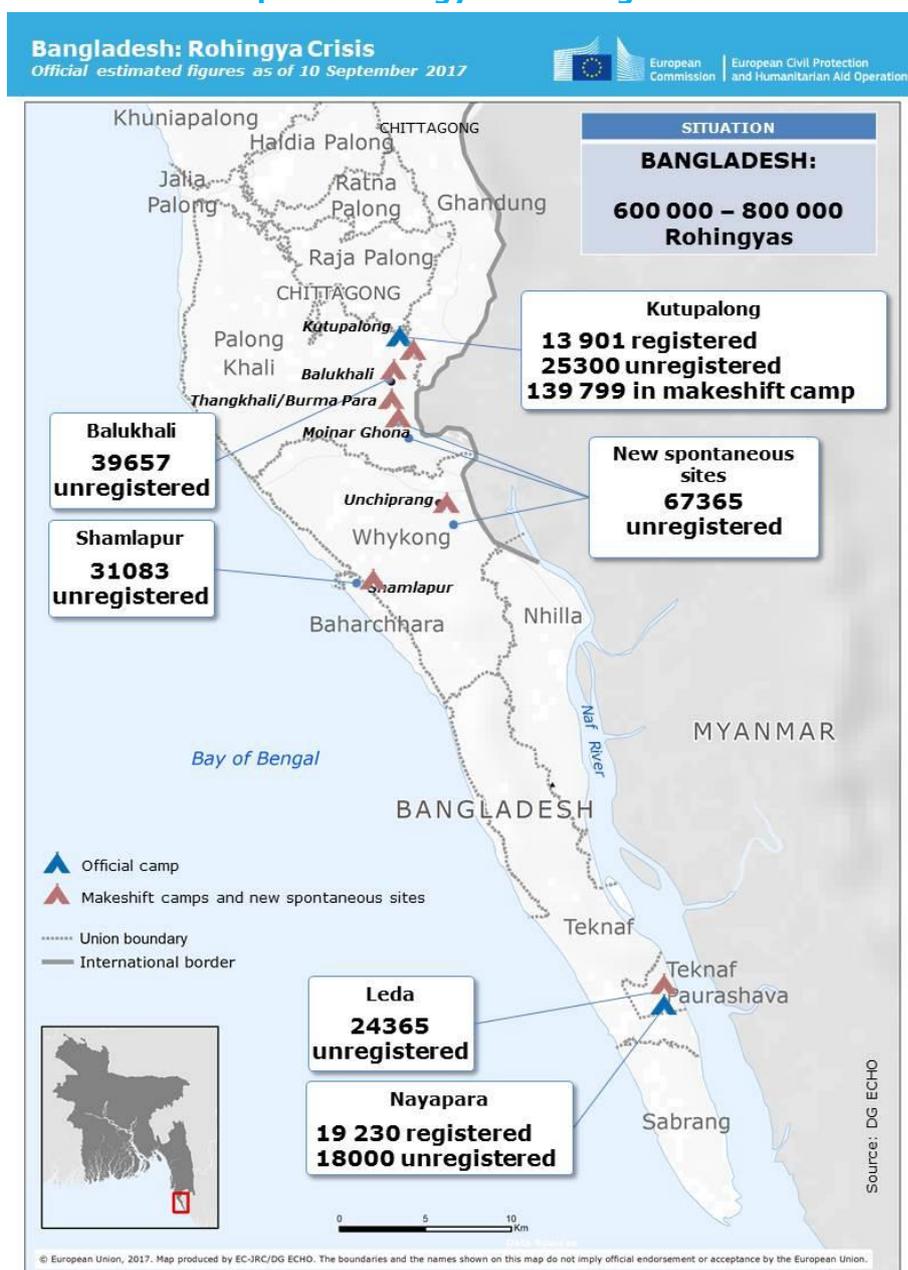
En raison de leurs conditions de vie déplorables, des dizaines de milliers de personnes – dont des femmes et des enfants – ont fui en direction des pays voisins à bord d'embarcations précaires. Nombre d'entre eux n'ont pas survécu au voyage tandis que d'autres se sont retrouvés aux mains des réseaux de trafiquants.

Le 25 août 2017, de violentes attaques perpétrées par des insurgés rohingyas contre de multiples postes de police dans le nord du Rakhine, ont enclenché une nouvelle spirale de violence, poussant environ 313 000 civils à fuir au Bangladesh sur une période de seulement deux semaines et demi. La reprise des combats a abruptement interrompu les opérations humanitaires dans le Rakhine et plus de 350 000 personnes se sont retrouvées privées d'une aide régulière pourtant nécessaire. Les derniers affrontements en date sont intervenus moins d'un an après la dernière insurrection du 9 octobre 2016 contre trois postes de garde-frontières, qui avait entraîné une série de violents incidents et opérations militaires qui s'étaient traduits en un déplacement en masse de Rohingyas (87 000 personnes) cherchant refuge au Bangladesh.

Les premières arrivées de Rohingyas au **Bangladesh** remontent à 1978, avec un fort afflux en 1991-1992.

Actuellement, 33 148 d'entre eux, vivant dans deux camps officiels gérés par l'agence de l'ONU pour les réfugiés (source du HCR) à Nayapara et Kutupalong, sont reconnus par le gouvernement bangladais comme réfugiés, tous les autres sont perçus comme des 'nationaux sans-papiers du Myanmar' et ne disposent d'aucun statut légal au Bangladesh. Le refus, de la part des autorités, d'enregistrer les Rohingyas à la naissance et de leur fournir un certificat de mariage et d'autres documents attestant de leur état civil, complique l'évaluation de l'étendue des

Camps de Rohingyas au Bangladesh



besoins humanitaires de ces populations au Bangladesh, qui vivent, pour beaucoup, dans des conditions difficiles, avec un régime alimentaire insuffisant et pas assez diversifié, ou un accès restreint aux soins de santé. Sans statut légal, ils ne peuvent suivre une éducation ou saisir les opportunités d'emploi officielles, et demeurent vulnérables face aux risques d'exploitation et autres risques sécuritaires. Les violences d'août 2017 dans l'État de Rakhine au Myanmar ont entraîné un nouvel afflux de réfugiés rohingyas passant la frontière, qui pèse sur les moyens des agences humanitaires opérant sur place, moyens déjà étirés au maximum depuis le précédent afflux d'octobre 2016. Ce récent afflux de réfugiés a fait doubler la population vivant dans les camps existants. En conséquence, plusieurs campements spontanés ont vu le jour, comptant quelque 35 000 personnes à la recherche d'un refuge.

Les conditions dans les camps de réfugiés officiels étaient généralement meilleures que celles dans lesquelles vivent les 300 000 à 500 000 Rohingyas dans les camps de fortune de Kutupalong et Balukhali, le site de Leda, le village de Shamlapur et les environs. En 2014, le gouvernement du Bangladesh a reconnu les besoins humanitaires des personnes vivant en ces lieux, en lançant une Stratégie nationale pour les nationaux sans-papiers du Myanmar – une feuille de route globale présentant l'approche générale des autorités face à cette crise. Des pans de cette stratégie sont exécutés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), mandatée par le gouvernement pour en coordonner l'implémentation. Avec cette stratégie, les services proposés aux réfugiés sans-papiers se sont quelque peu améliorés, mais les inquiétudes quant à leur sécurité demeurent importantes puisque le processus n'a jusqu'ici ni réussi à doter les réfugiés non-enregistrés d'un quelconque statut légal, ni correctement informé ces gens de la stratégie, à savoir son contenu, ses procédures et ses possibles conséquences. De nombreux foyers sont dirigés par des femmes, ce qui les expose d'autant plus aux risques d'exploitation et de violences fondées sur le genre. La situation des réfugiés rohingyas au Bangladesh a été classée par ECHO parmi les 'crises oubliées'.

Ces dernières années, la **Thaïlande** est devenue un point de passage important pour tous ces réfugiés et migrants, cherchant pour la plupart à rejoindre la Malaisie. Depuis 2013, les autorités thaïlandaises ont arrêté et détenu plus de 2000 Rohingyas dans des centres de détention migratoire, des bureaux de police ou des établissements d'aide sociale. Néanmoins, une campagne de répression contre les passeurs et trafiquants d'êtres humains en 2015 a permis de réduire le flux de réfugiés transitant par le pays. Depuis juillet 2017, 151 Rohingyas sont toujours détenus en Thaïlande, d'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Réponse humanitaire de l'Union européenne

Le service d'aide humanitaire de l'Union européenne (ECHO), finance depuis 1994 des programmes de secours humanitaires dans **l'État de Rakhine au Myanmar/Birmanie** et dans **le district de Cox Bazar au Bangladesh**. Un soutien supplémentaire est aussi apporté à la **Thaïlande** depuis 2013. ECHO a ouvert un bureau à Dakha (Bangladesh) en 2002 et un autre à Yangon (Myanmar/Birmanie) en 2005, pour faciliter les distributions d'aide humanitaire de l'UE.

Depuis 2010, ECHO a consacré plus de € 76,5 millions d'aide humanitaire aux populations les plus vulnérables dans l'État de Rakhine, y compris ses zones septentrionales les plus isolées. En 2017, ECHO finance des projets à travers tout l'État de Rakhine au **Myanmar**, visant à répondre à certains des besoins les plus urgents, notamment en matière d'alimentation, de nutrition, de soins de santé de base, d'eau, d'assainissement, de protection et de logement, des communautés affectées et déplacées par les vagues de violence de 2012 et 2016. Aux côtés de ses partenaires humanitaires, ECHO s'engage à continuer de contribuer à l'organisation des services de base. Afin d'organiser cette aide vitale, la sécurité des travailleurs humanitaires et un accès sans entrave aux populations bénéficiaires doivent être garantis.

ECHO a également alloué des fonds significatifs à l'organisation d'une aide vitale par des ONG internationales et l'ONU, pour les réfugiés rohingyas non-enregistrés dans le district de Cox Bazar au **Bangladesh**. Depuis 2007, près de € 35 millions ont été investis dans des soins de santé de base, un accès à l'eau, un assainissement, une aide au logement, une aide nutritionnelle, une protection et un soutien psychologique – dont € 4,5 millions rien qu'en 2017. Outre cette aide vitale, ECHO



continue aussi de plaider en faveur d'une meilleure communication avec les populations déplacées et d'un système d'aide plus orienté sur la protection.

Depuis 2013, ECHO a alloué plus d'€ 1,1 million à l'OIM, dont € 200 000 en 2017, pour organiser des distributions de vivres, d'articles ménagers de première nécessité, mais aussi des soins de santé et une protection, pour quelque 3000 hommes, femmes et enfants rohingyas détenus en Thaïlande après y être entrés de façon irrégulière en vue de rejoindre une autre destination finale. Ce montant total comprend une réponse humanitaire régionale à l'afflux maritime et en masse de réfugiés en 2015, surnommé la 'crises des boat people' dans la mer d'Andaman et au cours de laquelle le plus large nombre de réfugiés rohingyas et de migrants bangladais ont fui leur pays d'origine en quête de sécurité en Thaïlande, Malaisie et Indonésie.



- 1) Dans l'État de Rakhine au Myanmar/Birmanie, ECHO organise des services de base dans les camps de PDI créés au lendemain des violences interethniques de 2012, comme un accès à l'eau potable ou encore à des installations sanitaires. (crédit photo : UE/ECHO/Pierre Prakash)
- 2) Au Bangladesh, une aide nutritionnelle et des soins de santé de base sont organisés tant pour les réfugiés non-enregistrés que pour les communautés qui les accueillent. (crédit photo : UE/ECHO/Pierre Prakash)

